

18.4 Construction

En 2017, la production dans la **construction** accélère franchement (+ 3,4 %, après + 0,2 %) après s'être stabilisée en 2016. La valeur ajoutée de la **branche** rebondit nettement (+ 2,4 %, après - 1,4 %) et contribue pour 0,1 point à la croissance du PIB. L'**emploi en équivalent temps plein (EQTP)** continue de se replier mais à un rythme moindre que les années précédentes (- 0,5 % en 2017, après - 1,6 % en 2016 et - 2,4 % en 2015). L'augmentation de la productivité apparente est marquée (+ 2,9 % en 2017, après + 0,2 % en 2016), en raison de la forte accélération de l'activité dans cette branche.

Sur l'ensemble de l'année 2017, le nombre de **logements autorisés** s'élève à 496 000 unités, en hausse de 6,9 % par rapport à l'année 2016. La hausse est deux fois plus rapide pour les logements **individuels** purs (+ 11,6 %) que pour les logements collectifs (+ 5,8 %). Le nombre de **misés en chantier** cumulées sur l'année progresse de 16,5 % à 429 600 logements.

La production de **logements** accélère : + 11,6 %, après une augmentation de 3,9 % en 2016. L'individuel pur (+ 13,9 %) et le **collectif** (+ 11,4 %) participent fortement à cette accélération, ainsi que l'individuel groupé, plus faiblement (+ 6,6 %). Comme en 2016, l'augmentation du nombre de logements produits s'accompagne d'une diminution des surfaces moyennes des logements, quoique plus légère en 2017 (- 0,8 %) pour tous les types de logement. La surface globale produite, tous logements confondus, accélère à + 10,7 %.

Le nombre de logements terminés, orienté à la baisse ces deux dernières années, rebondit à + 6,0 %. Le redémarrage progressif des mises en chantier depuis début 2015 explique cette évolution (les délais de chantier sont de deux ans environ pour le collectif et un an pour l'individuel). En 2017, 367 400 logements sont livrés dont 162 700 dans l'individuel, et 204 700 dans le collectif.

En 2017, 124 900 logements neufs (appartements et maisons individuelles) sont mis sur le marché par des promoteurs immobiliers, soit 2,7 % de moins qu'en 2016. Fin 2017, l'encours de logements proposés à la vente atteint 107 000 unités. Il est supérieur de 2,9 % à celui de fin décembre 2016. Le **prix** moyen au mètre carré des appartements atteint 3 960 euros. Le prix moyen des maisons augmente ; il s'établit à 263 000 euros. Le nombre de ventes annuelles s'élève à 130 400 logements, en hausse de 2,2 % par rapport à 2016. Les ventes concernent 119 900 appartements et 10 500 maisons individuelles.

En 2016, les surfaces de plancher commencées des bâtiments non résidentiels représentent 23,4 millions de mètres carrés, soit 3,6 % de plus qu'en 2015. Tous les secteurs sont orientés à la hausse par rapport à l'année précédente, plus particulièrement le secteur hébergement hôtelier (+ 23,0 %).

Entre 2016 et 2017, la production moyenne dans le secteur de la construction augmente de 2,4 % dans la zone euro et de 3,5 % dans l'Union européenne. ■

Définitions

Construction : essentiellement activité de mise en œuvre ou d'installation sur le chantier du client et qui concerne aussi bien les travaux neufs que la rénovation, la réparation ou la maintenance. Ces industries correspondent à la section F de la NAF rév.2.

Mise en chantier : une construction est considérée comme mise en chantier (ou commencée) après réception de la déclaration d'ouverture de chantier (DOC) envoyée par le pétitionnaire (ou maître d'ouvrage). Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Autorisation de construction, branche d'activité, construction individuelle ou collective, emploi en équivalent temps plein (EQTP), logement, logement autorisé, logement commencé, permis de construire, prix des logements, Sit@del2 : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2018.
- « Compte du logement 2017 », *Datalab*, SDES, juillet 2018.
- « La production dans le secteur de la construction en hausse de 0,1 % dans la zone euro », *communiqué de presse* n° 29, Eurostat, février 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

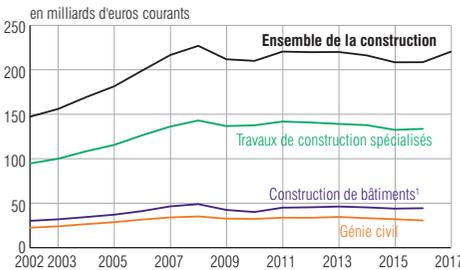
Équilibre ressources emplois de la construction

	2016		17/16 en %		2017
	en milliards d'euros courants	en volume	en prix	en prix	en milliards d'euros courants
Ressources	297,0	3,9	2,0		313,7
Production au prix de base	272,9	3,9	2,1		288,1
TVA	22,2	3,9	1,7		23,6
Autres impôts sur production	1,9	5,1	2,9		2,0
Emplois					
Investissement	208,6	3,5	2,2		220,5
<i>dont : sociétés non</i>					
<i>financières</i>	66,5	1,6	2,4		69,3
<i>adm. publiques</i>	42,5	0,1	2,7		46,0
<i>ménages</i>	88,5	6,5	1,8		93,8
Consommation finale	18,2	2,7	1,6		18,7
Consommations intermédiaires	70,7	5,2	1,8		74,6
Variations de stock	-0,5	n.s.	n.s.		-0,1

Note : la construction comprend la promotion immobilière.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Investissement en construction de 2002 à 2017



1. Y c. la promotion immobilière.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Caractéristiques de la construction par activité en 2016

	en millions d'euros			
	Construction de bâtiments	Génie civil	Travaux de construction spécialisés	Total
Nombre d'entreprises	63 441	5 944	437 710	507 095
Salariés en EQTP¹	145 555	149 091	981 471	1 276 117
Chiffre d'affaires hors taxes	75 254	32 280	168 999	276 532
Valeur ajoutée hors taxes	13 917	9 489	63 062	86 467
Frais de personnel²	9 787	8 706	51 394	69 887
Excédent brut d'exploitation	3 355	324	9 786	13 465
Investissements corporels bruts hors apports	2 150	1 184	4 130	7 464

1. Équivalent temps plein. 2. Salaires et charges.

Champ : unités légales et entreprises profilées du secteur de la construction.

Source : Insee, Esane.

Locaux commencés de bâtiments non résidentiels

	en millions de m²			
	2000	2010	2015 (r)	2016
Hébergement hôtelier	0,4	0,7	0,4	0,5
Bureaux	3,8	2,8	2,8	3,0
Commerce et artisanat	3,9	4,5	3,7	3,8
Industrie et entrepôts	12,9	5,9	5,7	5,9
Exploitations agricoles	11,8	8,8	5,8	6,0
Service public	6,6	5,9	4,1	4,1
Total	39,3	28,7	22,6	23,4

Note : surfaces ; estimations en date réelle à fin avril 2018.

Source : SDES.

Logements commencés

en milliers

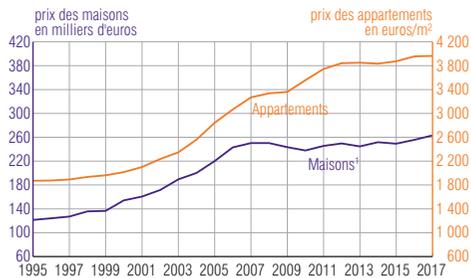
	2000		2010		2017		17/16 en %	
Logements individuels	211,5	205,4	177,6	13,1				
Logements collectifs¹	126,2	208,3	252,0	19,1				
Total	337,6	413,7	429,6	16,5				

1. Y c. les logements en résidence (résidence pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.).

Champ : France hors Mayotte. Note : données en date réelle c'est-à-dire à la date de la mise en chantier qui a parfois eu lieu plusieurs mois avant la transmission de l'information. Les chiffres en date réelle font l'objet de plusieurs révisions successives avant de se stabiliser progressivement.

Source : SDES, estimations sur données arrêtées à fin août 2018.

Prix moyens des appartements et maisons neufs de 1985 à 2017



1. Maisons individuelles commercialisées par les promoteurs.

Champ : France métropolitaine.

Sources : Insee ; SDES.

Permis de construire de bâtiments résidentiels dans l'UE

indice base 100 en 2015

	2000	2005	2016	2017
Allemagne	120,2	83,3	115,6	113,1
Autriche	...	71,3	114,0	123,2
Belgique	92,7	129,3	112,6	110,1
Bulgarie	29,2	190,5	105,2	144,6
Chypre	190,4	587,1	114,1	154,5
Croatie	175,4	336,3	133,1	179,6
Danemark	70,7	150,0	125,0	103,2
Espagne	1 219,3	1 674,0	123,7	154,4
Estonie	19,3	163,8	107,7	141,0
Finlande	111,1	118,1	126,3	150,0
France	96,8	136,6	114,8	122,8
Grèce	1 342,8	3 184,0	103,5	123,9
Hongrie	337,0	407,6	257,1	312,3
Irlande	699,5	761,7	125,5	159,3
Italie	429,7	649,1	103,9	115,6
Lettonie	122,0	143,1
Lituanie	27,8	86,0	122,7	120,2
Luxembourg	82,7	115,5	120,6	123,6
Malte	100,6	230,1	190,2	248,8
Pays-Bas	146,8	155,6	97,7	125,9
Pologne	79,9	63,8	112,2	133,8
Portugal	1 423,4	871,5	139,2	172,5
Rép. tchèque	124,0	156,3	104,2	123,0
Roumanie	80,5	111,3	98,8	106,4
Royaume-Uni	105,2	126,4	104,3	110,9
Slovaquie	...	99,1	114,6	104,7
Slovénie	184,3	264,8	109,2	116,8
Suède	33,5	64,4	122,8	132,8
UE	235,2	304,3	113,1	122,4

Champ : bâtiments résidentiels, sauf bâtiments pour collectivités.

Note : données brutes estimées.

Source : Eurostat (extraction du 27 août 2018).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse n° 102*, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides n° 8*, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2019 – Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Mobilier, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales